

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 9 septembre 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 483

Affaire suivie par : Kévin PERRIGAULT
kevin.perrigault@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 84

Courriel : ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WEPA FRANCE

RN 60 – ZI de TORVILLIERS

10440 LA RIVIERE-DE-CORPS

Code AIOT : 0005702271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 août 2025 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la planification des actions de la DREAL, le site a été visé par une visite concernant la directive IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEPA FRANCE
- RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WEPA exploite sur son site de TORVILLIERS un établissement de fabrication de papier d'hygiène (mouchoir, papier d'essuyage, papier toilette, ...).

L'activité du site est couverte par l'arrêté préfectoral n° 01-1477A du 14 mai 2001 modifié, et est soumise au régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société fonctionne du lundi au lundi, soit 7 jours sur 7 et en 3*8.

Le site est également encadré par un arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2019053-0002 du 22 février 2019 définissant le classement et le périmètre IED. Ainsi, le site doit répondre à la décision d'exécution n° 2014/687/UE du 26/09/2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les points de contrôle portant notamment sur des fréquences d'analyses, il est demandé à l'exploitant de s'assurer des mesures réalisées par ses équipements internes. Aussi, l'exploitant a indiqué qu'il effectuera des recalages de ses appareils notamment lors d'analyse avec des prestataires extérieurs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance des rejets	AP Complémentaire du 22/02/2019, article 6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Surveillance des substances polluantes	AP Complémentaire du 20/03/2024, article 2.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Utilisation d'agent blanchissant	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.6.1 M1.1.2 MTD 3	Sans objet
2	Surveillance des émissions atmosphériques	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.6 MTD 8 partie I	Sans objet
3	Surveillance des paramètres pour les émissions dans l'eau	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.6 MTD 8 partie II	Sans objet
4	Gestion des déchets	Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.7 MTD 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection remonte deux écarts mineurs exigeant des justifications de la part de l'exploitant. En effet, l'exploitant ne réalise pas le suivi des métaux dans ses rejets conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. Ce dernier s'est engagé à les intégrer dans ses prochaines mesures.

De plus, sur les trois analyses hebdomadaires externalisées demandées par échantillonnage, l'une présente des concentrations supérieures pour trois paramètres.

L'exploitant justifiera :

- de l'intégration des métaux dans ses analyses des rejets aqueux;
- des écarts constatés dans le rapport d'analyse;
- de l'écart constaté sur ce rapport entre la DCO mesurée en interne et celle mesurée par le laboratoire;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation d'agent blanchissant

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.6.1 M1.1.2 MTD 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets

Prescription contrôlée :

MTD 3.

Afin de limiter les rejets d'agents organiques chélatants non facilement biodégradables tels que l'EDTA ou le DTPA provenant du blanchiment au peroxyde, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques énumérées ci-dessous.

Technique		Applicabilité
a	Détermination de la quantité d'agents chélatants rejetés dans l'environnement, au moyen de mesures périodiques	Ne s'applique pas aux usines qui n'utilisent pas d'agents chélatants.
b	Optimisation des procédés en vue de réduire la consommation et les émissions d'agents chélatants non facilement biodégradables	Ne s'applique pas aux unités qui éliminent 70 % ou plus d'EDTA/DTPA dans leur procédé ou dispositif d'épuration des eaux usées.
c	Utilisation préférentielle d'agents chélatants biodégradables ou éliminables et suppression progressive des produits non dégradables	L'applicabilité dépend de la disponibilité de substituts adéquats (agents biodégradables répondant, par exemple, aux exigences de blancheur de la pâte à papier).

Constats :

L'exploitant indique ne pas utiliser d'agents chélatants ni d'agents blanchissants. Il présente un document intitulé « gestion produits chimiques », actuellement en cours de mise à jour, sur lequel une recherche a été effectuée à partir des numéros CAS. La vérification concernant l'EDTA (CAS n° 60-00-4) et le DTPA (CAS n° 67-43-6) n'a pas révélé la présence de ces substances sur le site.

En conséquence, la MTD relative à la limitation des rejets d'agents organiques chélatants non facilement biodégradables issus du blanchiment au peroxyde ne s'applique pas à l'installation.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel le 08 août 2025, une extraction de la liste des produits chimiques du fichier "gestion produits chimiques". Le document n'appelle pas de remarque supplémentaire de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.6 MTD 8 partie I

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Paramètre	Fréquence de surveillance
Pression, température, teneur en oxygène, en CO et en vapeur d'eau des fumées dans les procédés de combustion	En continu

Constats :

L'exploitant indique que le suivi des rejets atmosphériques est assuré par un prestataire intervenant quotidiennement et réalisant également les analyses d'eau relatives aux chaudières.

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue auprès de la chaudière G3. Il a été constaté la présence d'un équipement d'enregistrement permettant le suivi en continu de la pression, de la température, de la teneur en oxygène et de la vapeur d'eau. Un afficheur situé en amont de l'enregistreur permet par ailleurs la lecture du monoxyde de carbone. Une fiche de suivi et de conduite datée du 04/08/2025 a été consultée. Un enregistreur est également installé dans le bureau.

Enfin, l'exploitant a présenté, via son espace de partage avec le prestataire, une photographie réalisée par le technicien lors des vérifications effectuées à l'aide d'une valise portable. Les paramètres mesurés incluent le CO, le NO, l'O₂, la pression, le tirage et la température des fumées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des paramètres pour les émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.6 MTD 8 partie II
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :
II. Surveillance des principaux paramètres de procédés pour les émissions dans l'eau
Paramètre
Débit d'eau, température et pH
Teneur en P et N de la biomasse, indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse
Débit volumique et teneur en CH ₄ du biogaz produit lors du traitement des effluents en anaérobiose
Teneur en H ₂ S et en CO ₂ du biogaz produit lors du traitement des effluents en anaérobiose
Constats :
<p>L'exploitant présente le fichier « autosurveillance » et indique les mesures réalisées avec la fréquence des mesures. L'exploitant mesure en continu le pH, le débit et la température. Par sondage, sur le document « consommation eau et résultat analyse 2024 2025 », l'inspection constate que le pH est de 7,9, le débit est de 626 m³/j et la température de 24,5°C. Ces paramètres sont conformes à l'autorisation de déversement n°D_2023_0135 signé avec la CA Troyes Champagne Métropole.</p> <p>L'exploitant indique ne réaliser aucun rejet en milieu naturel. Les effluents sont envoyés vers la station d'épuration de l'agglomération via une convention de rejets. Ainsi, le site réalise un prétraitement de ses eaux de process à travers une étape de floculation. Cette dernière permet de faire baisser la charge en MES en floculant les fibres courtes de papier. Une boue est ainsi obtenue et depuis le début d'année 2025 ce déchet est confié à un prestataire qui va acheminer ce déchet en méthanisation implantée dans l'Aube.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a fourni l'arrêté préfectoral du méthaniseur qui est classé pour la rubrique 2781-2 donc autorisé à réceptionner et traiter cette catégorie de déchet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le rapport de caractérisation des boues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des déchets**Référence réglementaire :** Décision d'exécution du 26/09/2014, article 1.1.7 MTD 12**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets**Prescription contrôlée :**

MTD12

Afin de limiter les quantités de déchets destinées à être éliminées, la MTD consiste à mettre en œuvre un système d'évaluation des déchets (y compris des inventaires des déchets) et de gestion des déchets, de façon à faciliter la réutilisation des déchets, ou à défaut, leur recyclage, ou à défaut, une «autre valorisation», y compris une combinaison des techniques énumérées ci dessous.

Technique		Description	Applicabilité
a	Collecte séparée des différentes fractions de déchets (y compris tri et classification des déchets dangereux)	Voir point 1.7.3	Applicable d'une manière générale.
b	Regroupement des fractions appropriées de résidus pour obtenir des mélanges pouvant être mieux utilisés	Applicable d'une manière générale.	
c	Prétraitement des résidus de procédés avant réutilisation ou recyclage	Applicable d'une manière générale.	
d	Récupération des matières et recyclage des résidus de procédés sur place	Applicable d'une manière générale	
e	Valorisation énergétique sur site ou hors site des déchets à forte teneur en matière organique	Dans le cas d'une utilisation hors site, l'applicabilité dépend de la disponibilité d'un tiers.	
f	Utilisation externe des matières	En fonction de la disponibilité d'un tiers.	
g	Prétraitement des déchets avant leur élimination	Applicable d'une manière générale.	

Constats :

L'exploitant a présenté les mesures mises en place pour la gestion et la valorisation des déchets, conformément aux prescriptions relatives à la réduction des quantités de déchets destinées à l'élimination.

- **Collecte séparée des différentes fractions de déchets (Technique a)** : L'exploitant utilise des bennes de tri et un système de collecte séparée pour les différentes fractions de déchets. Une cartographie des zones de tri a été présentée. La gestion des déchets est principalement assurée par un prestataire unique, à l'exception des palettes gérées par un prestataire extérieur et des IBC repris par le vendeur. L'exploitant a présenté le registre des déchets et à la suite de la visite d'inspection, il a transmis le document "registre 2025" par courriel. Ce document n'appelle pas de remarque supplémentaire sur ce point.
- **Regroupement des fractions appropriées de résidus (Technique b)** : Les bennes de tri permettent le regroupement des fractions susceptibles d'être mieux utilisées ou valorisées.
- **Prétraitement des résidus avant réutilisation ou recyclage (Technique c)** : Les eaux de rejets font l'objet d'un traitement par floculation avant leur valorisation. L'exploitant indique que les boues générées sont expédiées vers une unité de méthanisation exploitée par un prestataire extérieur.
- **Récupération des matières et recyclage sur place (Technique d)** : Les chutes de fabrication composées exclusivement de papier sont réutilisées sur site et réinjectées dans le process selon les recettes définies, permettant une valorisation interne.
- **Valorisation énergétique des déchets à forte teneur en matière organique (Technique e)** : Une partie des déchets industriels banals (DIB) est envoyé au centre de valorisation énergétique implantée à La Chapelle-Saint-Luc dans lequel le prestataire indique que 97,3 % des déchets ont été valorisé sous forme de matière, le reste étant valorisé énergétiquement.
- **Utilisation externe des matières (Technique f)** : L'exploitant ne pratique pas d'épandage direct ; l'utilisation externe des matières dépend de la disponibilité d'un prestataire tiers.
- **Prétraitement des déchets avant élimination (Technique g)** : L'exploitant n'effectue pas de prétraitement sur les déchets produits, seul les rejets d'eau de process subissent un traitement avant rejet dans le réseau d'eau public.

Le prestataire a présenté le registre des déchets 2025, indiquant les quantités de déchets réceptionnés par le site. Par sondage, l'inspection a identifié dans le tableau de suivi un BL 1425374 pour une quantité de 44,4T qui semblait être une valeur aberrante. Après la recherche du Bordereau déchets, l'exploitant a confirmé que le tonnage exact était de 4,44 t, la correction a été faite par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 2.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence

Prescription contrôlée :

Paramètres	Fréquences
pH	En continu
MES	Journalière
DCO	Journalière

DBO5	Hebdomadaire
Azote	Hebdomadaire
Phosphore	Hebdomadaire
AOX	Hebdomadaire
Métaux concernés (1)	1 fois par an

(1) Métaux concernés : Cuivre et ses composés (en Cu), Zinc et ses composés (en Zn), Cadmium et ses composés (en Cd), Plomb et ses composés (en Pb), Mercure et ses composés (en Hg), Nickel et ses composés (en Ni), Chrome et ses composés (en Cr).

Constats :

L'exploitant a présenté le fichier d'autosurveillance permettant de suivre les différents paramètres des rejets. Ce fichier regroupe les mesures journalières, hebdomadaires et annuelles selon la nature des paramètres à contrôler.

- **pH** : Le contrôle est réalisé à l'aide d'un pH-mètre. L'exploitant indique réaliser hebdomadairement une vérification de l'appareil selon le document FO_TE_4120_FR. Cette vérification est réalisée par comparaison avec les points de référence pH 4 et pH 7. L'exploitant a présenté une fiche dont les mesures sont documentées dans ce formulaire, lors de la visite aucune anomalie n'a été constatée.
- **MES et DCO** : Les mesures sont effectuées quotidiennement. Un préleveur automatique fonctionne sur 24 heures, permettant un échantillonnage représentatif, et les analyses sont effectuées en laboratoire interne. Pour la DCO, l'exploitant a présenté le devis relatif à la vérification périodique du spectrophotomètre utilisé pour les analyses quotidiennes.
- **DBO5, Azote, Phosphore, AOX** : Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant de manière hebdomadaire à l'aide d'un préleveur automatique. Il sont ensuite stockés dans une glacière avant envoi à un laboratoire externe pour analyse des paramètres.
- **Métaux concernés** : L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore réalisé les analyses pour le semestre en cours mais s'est engagé à les réaliser au cours du second semestre.

L'inspection note que l'exploitant ne procède pas au recalage de ses équipements, bien que l'article 6.3 de l'arrêté. Aussi l'exploitant s'est engagé à procéder à la vérification de ses équipements de mesures minima par comparaison avec des mesures réalisées par un organisme extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'est engagé à intégrer les analyses de métaux dans ses prochaines campagnes de mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Surveillance des substances polluantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 2.2.1.2						
Thème(s) : Risques chroniques, Substances polluantes						
Prescription contrôlée :						
Les eaux usées avant rejet dans le réseau collectif doivent respecter les valeurs limites suivantes.						
PARAMÈTRES	CODE SANDRE	CONCENTRATIONS (en mg/l)		FLUX		
		Moy 24 h	Moyenne mensuelle	Maximal journalier (en kg/j)	Moyen Mensuel (en kg/j)	Spécifique (en kg/t) moy mensuelle
M.E.S.	1305	240	120	480	180	1,8
DBO5	1313	150	150	300	225	2,25
DCO	1314	600	400	800	500	5
Azote global	1551	20	20	40	30	0,3
Phosphore total	1350	2	2	4	3	0,03
AOX	1106	1	1	2	1,5	0,02
Métaux concernés :						
	N° cas		Code SANDRE		Valeur limite	
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8		1392		0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6		1383		0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	
Cadmium et ses composés *(en Cd)	7440-43-9		1388		25 µg/l	
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1		1382		50 µg/l au-delà de 2 g/j	
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6		1387		25 µg/l	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0		1386		50 µg/l au-delà de 2 g/j	

Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	50 µg/l au-delà de 2 g/j
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'exploitant a fournis trois rapports d'analyse réalisé par un prestataire extérieur. Ces rapports permettent de constater les valeurs pour la DBO5, l'Azote global, le Phosphore global et les AOX. L'inspection constate que pour les rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n° AR-25-IX-024477-01 du 03/02/2025, le rapport n'indique pas de non conformité pour ces 4 paramètres; • n°AR-25-IX-069565-01 du 28/03/2025, le rapport n'indique pas de non conformité pour ces 4 paramètres; • n°AR-25-IX-072696-01 du 01/04/2025, le rapport présente des non conformités pour les paramètres DBO5 (320>150mg/L), DCO (950>600mgO2/l) et Azote global (24,6>20mgN/l). <p>L'exploitant a transmis à la suite de la visite d'inspection le fichier de suivi "consommation eau et résultat analyse 2024 2025", par échantillonnage il a été choisit de vérifier les concentrations pour la journée du 11/03/2025 correspondant au jour de prélèvement du rapport d'analyse du 01/04/2025. Il est constaté que la concentration en MES est de 34mg/l (conforme) et la DCO est de 494 mg/l (conforme).</p> <p>Dans le fichier fourni par l'exploitant, il a également été vérifié pour le mois de mars 2025, les valeurs de concentrations moyennes, flux moyen mensuel et flux moyen spécifique pour les différents paramètres. Cette analyse par sondage ne relève pas de non conformité. Toutefois, la DCO moyenne mensuelle est de 536,97 mg/l (> 400mg/l) bien que le flux moyen mensuel soit conforme.</p> <p>Comme précédemment, l'exploitant a précisé ne pas avoir réalisé les mesures en métaux mais s'est engagé à intégrer ces analyses dans les futures campagnes. De plus, l'exploitant justifiera les dépassements des valeurs DBO5, DCO et Azote global constatés dans le rapport n°AR-25-IX-072696-01 du 01/04/2025.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant			